



Syndicat
National
Des Enseignants
Du Second degré

Juin 2008

SNES INFO GUYANE

*Ceux qui pensent que l'éducation et la formation coûtent cher
devraient essayer l'ignorance...*

Grèves de mai et juin 2008.

Les raisons de la mobilisation.

Pour la première fois de son histoire, l'académie de la Guyane va connaître une forte compression de ses effectifs en enseignants et en personnels administratifs, alors que les besoins sont en constante augmentation.

Dans le second degré, face à une augmentation estimée de 1300 élèves, il est prévu de supprimer 20 postes d'enseignants.

Dans le premier degré, alors que l'observatoire a chiffré les besoins à 70 classes supplémentaires chaque année, il n'y aura que 20 enseignants de plus l'an prochain.

Cette saignée, qui s'opère dans toutes les académies, est

particulièrement mal vécue en Guyane où le retard est patent, qu'aucun plan de rattrapage n'a jamais réussi à combler.

La gestion de la pénurie (selon les mots même du Recteur B. M. GROSSAT) qui a consisté à supprimer de très nombreuses structures de soutien, sans qu'aucun bilan n'est été fait, montre que la question du traitement de la difficulté scolaire est sacrifiée à la logique budgétaire.

Les enseignants qui voient leur travail nié, les parents d'élèves qui constatent que les plus faibles seront sacrifiés, les lycéens à qui l'on ôte les moyens de réussir et les élus qui constatent le sacrifice des ambitions pour la Guyane seront unanimes à dénoncer cette politique.

Les formes de l'action

Depuis l'annonce de la dotation académique pour la rentrée 2008, le SNES, au sein d'une intersyndicale réunissant tous les syndicats de personnels enseignants de Guyane, vous a appelé à quatre journées de grève et à autant de manifestations. Par ses communiqués et ceux de la FSU, il a soutenu les actions menées dans les établissements, ou emmenées par des assemblées générales. Après plusieurs semaines d'action, les adhérents et militants du SNES s'interrogent sur les résultats obtenus et sur les modalités de l'action.

La FSU, dès le 28 février, appelle à la grève lors du CTP du premier degré et boycotte celui du second degré. Présent à Saint Laurent le 22 avril, date des premiers blocages d'établissements, le SNES publiera un communiqué pour témoigner de la mobilisation et lui apporter son soutien. Par la suite, au sein de l'intersyndicale qui réunit tous les syndicats enseignants de Guyane, le SNES appelle ses adhérents à quatre grandes grèves et manifestations. Chaque fois, la mobilisation importante et qui ne faiblira pas, montrera tout l'intérêt porté par les enseignants à la question de l'éducation en Guyane, et confirmera l'importance de l'unité syndicale.

Cependant, le mouvement enseignant se cherche, et son organisation est parfois difficile. Dès le départ, les enseignants de l'Ouest s'organisent en assemblées générales où s'exprime une certaine méfiance contre les syndicats. L'intersyndicale elle-même cèdera rapidement le pas à une « délégation académique » relativement informelle. De nombreux militants du SNES et de la FSU participeront aux AG en taisant leur appartenance. On demandera même dans les manifestations de ne pas afficher de banderoles ni de drapeaux aux sigles des organisations.

Cette façon de fonctionner traduit sans doute une demande de renouveler les formes de l'action militante, mais il nous semble important d'analyser ses faiblesses et de proposer une alternative. Ainsi, nous avons constaté que les AG étaient trop peu en recul sur les événements et souvent le lieu de rumeurs sans fondement. Trop instantanées, elles sont essentiellement dans l'action et pas assez dans la résolution de l'action. Ainsi, au gré des événements, les décisions prises

par les AG et la délégation académique conduiront à refuser de nombreuses opportunités de dialogue.

Mais plus grave, tant dans les AG que dans la délégation académique, la question de la représentativité n'est pas clarifiée, et cela offre à des organisations minoritaires une tactique pour être surreprésentée en étant à la fois syndicat, membre de collectif, membre des AG... Ils constituent ainsi des groupes de pression et imposent leurs vues. Nous avons eu à nous garder de toute surenchère (du fait des prochaines élections professionnelles) mais aussi à nous prémunir des manipulations politiques. Les AG et la délégation académique deviennent facilement le lieu d'expression de causes qui ne sont plus celles exprimées par les enseignants (évolution institutionnelle, recrutement local des enseignants, élections sénatoriales...). Elles tendent également à s'éloigner des intérêts premiers pour se concentrer sur les motivations particulières de ses membres. Ainsi la question de la lutte contre la répression deviendra petit à petit le préalable aux revendications qui sont laissées en arrière plan. C'est en constatant ces dérives, que le SNES et le secrétariat de la FSU ont pris la décision de se retirer de la délégation académique le 16 juin.

Pour nous, les quatre grandes journées de manifestations et les grèves massivement suivies sont la véritable expression du rapport de force établi. Les enseignants ont démontré leur capacité de mobilisation et leur profonde préoccupation face à l'abandon programmé de l'école républicaine. Par ces actions massives, ils ont donné une grande force à tous ceux qui, aujourd'hui et demain, poursuivent leur activité militante au service de l'école en Guyane. Au SNES nous croyons que c'est en construisant cet engagement collectif, parfois contre certaines formes d'activismes minoritaires, que nous serons en mesure de peser et de changer les choses.

Pour notre part, la lutte est loin d'être terminée, elle suppose une organisation qui porte fidèlement et efficacement les revendications des enseignants. Le syndicalisme, riche d'une histoire longue et mouvementée, est plus que jamais le moyen de cette aspiration. Il sera demain un outil puissant et efficace, reflet de ceux qui s'y engageront et de leurs conceptions.